

Drame à Pèrèrè : Voici comment un chasseur a tué un petit garçon

Comment se promener dans les bois, la brousse, les forêts, les savanes etc.. sans se faire tirer dessus?

La question qui taraude l'esprit des béninois à l'annonce de ce drame à Pèrèrè au nord Bénin où un petit garçon a été abattu par un chasseur ce dimanche. Le chasseur dit l'avoir confondu à une pintade. Le garçon est mort sur le coup. Le tireur est mis aux arrêts. La chasse au Bénin reste l'activité qui menace plus la sécurité publique. N'y a t il pas des dispositions qui reglementent l'activité? La détention d'arme ne préoccupe par nos gouvernants? A t on une statistique des nombreux animaux qui disparaissent suite à la chasse? Combien de gens sont morts en sourdine dans cette activité criminelle.



Des interrogations pourtant pertinentes qui ne trouveront pas de réponses favorables.

La biodiversité béninoise disparaît ainsi silencieusement. Il nous faut, si l'activité doit exister, réglementer le port d'arme de chasse. Revoir la liste des animaux supposés être chassés. Nous avons le droit de circuler dans l'espace vert, dans la végétation qu'on s'efforce de protéger. Vivement que cette affaire ne passe pas sous silence.

EcoCitoyens TV invite les citoyens béninois surtout les pratiquants de la chasse à plus de vigilance et de prendre conscience de l'atteinte de l'activité de chasse sur l'équilibre écosystémique. Toutes nos condoléances à la famille brusquement éplorée.

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

COP 25 : Récapitulatif des débats du vendredi et du Samedi

Les ambitions des NDCs, entendez »contributions nationales déterminées en débat le vendredi passé à Madrid. Initiée par le Président de la COP 25, Mme Carolina Smimmicht cette rencontre avec les pays parties, avait pour but, de discuter des efforts globaux visant à lutter contre le réchauffement climatique et de partager des points de vue sur les voies et moyens pour réduire l'écart d'ambition à l'horizon 2020 et un débat ouvert axé sur les opportunités en harmonie avec le développement économique et social, pour allier les 3 piliers du développement durable.



Les représentants de gouvernement, associations et points focaux des CDNs pays ont pris part à la rencontre.

Il ressort de l'avis général, que des efforts doivent encore être fournis au plan national de chaque pays, si on veut atteindre les objectifs de réduction de co2, responsable du

réchauffement climatique. C'est donc avec beaucoup d'interrogations, mais surtout de scepticisme que cette rencontre bilan et perspective, si on peut dire de la mise en oeuvre des efforts relatifs aux contributions nationales déterminées, s'est achevée.

Toujours le vendredi passé.....



»La finance- climat pour une mise en oeuvre effective des CDNs en Afrique de l'Ouest », est le thème au centre du débat. La vulnérabilité des pays de la sous-région, le rôle des institutions, la place des femmes et des jeunes dans cette littérature étaient au coeur de la rencontre.

Ainsi, s'agissant de la mise en oeuvre, le dispositif institutionnel, la révision »pre-2020 « est prévue pour des pays comme le Niger, la Guinée ou encore le Mali.

Pour les défis, la qualité des données climatiques, la participation effective de l'ensemble des acteurs, le renforcement et l'application du cadre réglementaire, le transfert de technologies et le dispositif communicationnel, ont été mentionnés.

Dans une telle situation, les institutions régionales, doivent intervenir en instituant des plate formes d'échanges, en vue de favoriser »la solidarité régionale « dira l'intervenant.



Au demeurant, il ressort le besoin d'une réflexion stratégique et une dynamique à enclacher pour la mise en oeuvre effective des CDNs au niveau des pays de la sous- région ouest africaine.

Les flux financiers et multilatéraux, au niveau global et africain, n'ont pas été occultés. Au cours des débats, les participants ont voulu savoir davantage sur la finance climat en Afrique de l'ouest, les procédures de financement, et l'implication des femmes dans la lutte contre le réchauffement climatique, dans l'espace CEDEAO.

Hier Samedi.....



L'Autorité du Bassin du Niger (ABN) qui regroupe plusieurs pays du bassin du Niger était au pavillon de la francophonie hier, samedi. Objectif, déterminer le rôle des parlementaires et des institutions de financement dans la protection du fleuve victime des actions anthropiques, la lutte contre le réchauffement climatique dans le bassin, dont des millions de personnes en dépendent étaient parmi les interventions.

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité